

Grâce à des renseignements de cette nature, la Commission du marché de la main-d'œuvre peut orienter l'industrie. Elle y parvient en exigeant que l'industrie qui projette une nouvelle installation se procure un permis préalable. Même avant d'entreprendre la construction d'une maison ou d'un immeuble à bureaux, les industries doivent se munir d'un permis, et si la commission décide que, dans une région particulière, la main-d'œuvre est utilisée au maximum et qu'il y existe une pénurie de logements et de services municipaux, elle refuse l'émission du permis préalable dans cette zone, mais elle l'accordera pour un autre secteur.

La Commission a créé un fonds spécial destiné à des prêts aux sociétés qui s'installent dans des régions sous-développées. Un excellent exemple est une collectivité que nous avons visitée et qui s'appelle Norrköping. Elle est située dans une zone, qui, il y a 10 ans, constituait le centre de l'industrie du textile en Suède, et lorsque les textiles japonais ont commencé à inonder le marché suédois, cette industrie s'est trouvée menacée. Au moment se sont produites les traditionnelles pressions en faveur de tarifs protecteurs mais après consultations avec l'industrie et le travail, le gouvernement décida de ne pas imposer de tarifs protecteurs. Le Japon se révélait un excellent client de la Suède, et si le Japon était disposé à acheter des denrées suédoises, le gouvernement estimait qu'il devait autoriser ce pays à expédier ses produits en Suède où il pourrait recevoir en retour les couronnes nécessaires pour acquitter ses achats de denrées suédoises.

Il a fallu, par conséquent, fermer un grand nombre d'usines de textiles, mais la Commission du marché de la main-d'œuvre a pris la chose en main et a transformé l'une des grandes usines en une école professionnelle, qui fonctionne encore à l'heure actuelle. La Commission s'est occupée de donner une nouvelle formation à des milliers de travailleurs. Ceux qui se sont refusés à cette nouvelle formation ont reçu une aide financière qui leur a permis d'aller s'établir là où ils pouvaient trouver du travail; quant à ceux qui avaient suivi le nouveau cours de formation, ils ont trouvé un emploi dans de nouvelles industries que le gouvernement avait engagé à s'établir dans la région—fabriques d'articles de métal, d'appareils de radio et de télévision—et la région est devenue l'un des plus grands centres de métallurgie de toute la Suède. Ce résultat, on l'a obtenu grâce à des incitations fiscales, à des prêts à intérêt réduit ainsi qu'au programme de formation professionnelle.

Sans aucun doute, on peut réaliser bien des choses en recourant aux incitations et aux

[M. Douglas.]

concessions fiscales pour encourager l'établissement d'industries dans des régions moins favorisées où il y a excédent de main-d'œuvre. Le gouvernement suédois a recouru pour cela à un moyen qui s'est révélé comme un des plus efficaces en Suède: il permet aux sociétés de retenir jusqu'à 46 p. 100 de leurs bénéfices et de les déposer à la Banque de Suède. Les compagnies peuvent retirer cet argent quand bon leur semble, mais si elles le font, elles doivent payer l'impôt sur le revenu à l'égard des sommes retirées et payer en outre une surtaxe. D'autre part, si elles laissent cet argent en dépôt à la Banque de Suède, dépôt qui leur rapporte des intérêts, elles peuvent y puiser toutes les fois que le ministère des Finances et la Commission du marché de la main-d'œuvre jugent qu'elles en ont besoin pour de nouveaux placements. Le gouvernement se réserve le droit de décider quand et où l'argent pourra être dépensé, en vue de l'expansion d'une usine ou de la construction de nouvelles installations. Le gouvernement a pu ainsi garder un droit de regard sur les placements et orienter ces derniers vers des régions qui autrement, seraient tombées dans l'oubli.

Il faut reconnaître qu'il y a une autre raison pour orienter l'investissement vers les régions sous-développées. Quand une société installe une usine dans une région peuplée, il faut y amener des ouvriers, y construire des maisons, des écoles, des hôpitaux et d'autres installations municipales. Dans certains cas, il faut investir de cinq à dix fois plus de capital social pour égaler les capitaux privés qui y sont investis, alors que parfois, à quelques milles de là, existe une autre localité comptant un excédent de maisons et de main-d'œuvre, et qui a les services communautaires voulus. Ainsi, il est très logique de vouloir attirer les industries par diverses formes de stimulants et de concessions.

J'espère donc que le ministre et ses collègues réexamineront la méthode à laquelle le gouvernement entend recourir pour attirer les industries dans les régions sous-développées. La formule qui sert de critère pour déterminer les régions désignées est mathématiquement monstrueuse. Je ne reprendrai pas ici toutes les critiques qui en ont été faites mais, à mon sens, elle échoue tout à fait pour ce qui est de déterminer quel genre de région a besoin de cette assistance. Fait digne de mention, la liste des régions prioritaires ne renferme, sauf Blairmore, en Alberta, aucune région à l'ouest des Grands lacs.

Cela veut-il dire que nous ne chercherons pas à orienter de capitaux vers ces régions si elles se trouvent dans les provinces des Prairies et en Colombie-Britannique? Pourtant, il y aurait place à le faire. Nous sommes